

(N° 369.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 JUILLET 1923.

Projet de loi

relatif

au commerce usuraire des denrées et marchandises de première nécessité (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

La Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif au commerce usuraire des denrées et marchandises de première nécessité, a consacré quatre séances à cet objet.

Le problème à résoudre lui a apparu, dès le début de ses délibérations, comme particulièrement complexe et délicat.

A toute époque il a été l'objet des préoccupations du législateur, et les remèdes les plus divers ont été préconisés et tentés.

L'Exposé des motifs rappelle, non sans intérêt, la législation déjà appliquée au cours de la période de guerre, et celle qui y fut substituée et sortit ses effets jusqu'au 1^{er} mars 1923.

La loi du 10 juillet 1921, dût consacrer qu'il n'y aurait lieu à aucune condamnation si le prévenu prouvait l'impossibilité où il s'était trouvé de respecter les prix maxima. Il faut s'incliner devant la constatation économique que le prix d'une denrée normal ne peut pas être fixé d'une façon abstraite et objective. Le prix s'établit fatalement sous l'influence d'une série de facteurs infiniment divers et variables. Il n'existe pas d'instrument de mesure susceptible de l'établir de façon certaine et l'on en revient à devoir constater que toute appréciation du caractère usuraire d'un prix sera le plus souvent, une solution d'espèces.

(1) Projet de loi, n° 225.

(2) La Commission, présidée par M. Hallet, était composée de MM. Brassine, Bologne, De Bruycker, De Bue, Falony, Golenvaux, Hallet, Meysmans, Van Acker, Verlinden, Wauwermans.

Aussi le projet de loi a-t-il reconnu la nécessité de laisser aux cours et tribunaux « le soin de qualifier souverainement le caractère usuraire des prix ». Ceux-ci seront amenés à s'enquérir du prix auquel le vendeur a acheté la matière première qu'il a transformée ou qu'il s'est borné à revendre, mais le projet de loi s'empresse de reconnaître que ce n'est là qu'un élément, qui peut être négligeable.

Il ne fournit aucune directive au juge qu'il transforme en juré — et, même davantage en expert.

Bien souvent le jugement pourrait dans ces conditions n'être qu'une sentence de sentiment.

On aperçoit combien pourrait être dangereuse une telle législation, et la part qu'elle pourrait laisser à l'arbitraire.

Il faut reconnaître avec l'Exposé des motifs que l'élément prix ne constitue pas par lui-même un indice révélateur de l'usure.

Que l'on se borne, pour s'en convaincre à lire ces divergences de prix indiciaux, pour une même période, relevés dans cet extrait de la *Revue du Travail*.

Pommes de terre : Malines, 211 ; Auvelais, 356.

Pain de ménage : Anvers, 357 ; Arlon, 460.

Café Santos : Bruges, 294 ; Auvelais, 387.

Chicorée poudre et paquet : Liège, 285 ; Bruxelles, 500.

Riz : Malines, 318 ; Bruxelles, 377.

Haricots : Bruxelles, 283 ; Hasselt, 387.

Vinaigre l'Étoile : Liège, 313 ; Namur, 398.

Lait complet : Gand, 465 ; Mons, 600.

Sel de cuisine : Auvelais, 325 ; Arlon, 429.

Beurre indigène ferme : Arlon, 515 ; Bruxelles, 687.

Beurre indigène laiterie : Arlon, 531 ; Bruxelles, 679.

Saindoux indigène : Liège, 482 ; Mons, 603.

Viande de bœuf hachée : Gand, 275 ; Hasselt, 460.

Bouilli plate côte : Bruxelles, 308 ; Liège, 442.

Lard américain : Mons, 217 ; Bruges, 573.

Boudin noir : Bruxelles, 217 ; Bruges, 324.

Pâté de foie : Audenaerde, 227 ; Mons, 458.

Hareng saur : Hasselt, 250 ; Anvers, 500.

Savon Sunlight : Namur, 351 ; Audenaerde, 451.

Thé : Bruxelles, 415 ; Bruges, 522.

Macaroni : Bruxelles, 255 ; Audenaerde, 413.

Sardines Saint-Louis : Auvelais, 342 ; Anvers, 410.

Tabac pour la pipe : Gand, 363 ; Bruxelles, 633.

Chapeau boule feutre : Arlon, 402 ; Hasselt, 550.

Casquettes de Travail : Hasselt, 333 ; Anvers, 514.

Chaussettes de travail : Gand, 301 ; Bruxelles, 470.

Sabots : Hasselt, 360 ; Namur, 515.

Ces différences ne peuvent s'expliquer que par des circonstances relevant de frais de transport, de manutention, de crises locales, et ils ne peuvent davantage permettre de conclure que l'usure a vicié les prix dans tout le pays.

Quel serait l'embarras du juge d'appel pour apprécier en présence de telles

différences, à la même date, dans le ressort de sa juridiction, pour décider où cesse le prix normal et commence l'usure.

La vérité est que nul ne peut réagir ou contrarier la loi de l'offre et de la demande et celle de « la valeur de remplacement ».

Ces deux éléments donnent parfois les apparences de l'usure à des transactions auxquelles ce caractère ne peut être attribué.

Ce serait tenter l'impossible que de forcer un producteur ou un commerçant qui se trouve en présence de sollicitations multiples, d'offres qui répondent à des nécessités réelles, à vendre à des prix inférieurs à ceux qui résultent de cette concurrence, de considérer comme usuraire un prix que les circonstances économiques constituent un prix normal.

D'autre part, comment empêcher un commerçant de fixer le prix de sa marchandise non sur la base du prix qu'il a payé, mais de celui qu'elle vaut achetée en gros au moment où il la vend ?

Son bénéfice sera peut-être considérable — considérable au point d'apparaître comme usuraire si on s'en rapporte à son prix d'achat — mais il ne sera qu'illusoire s'il doit renouveler son stock. A ce bénéfice considérable peut correspondre la perte susceptible de consommer la ruine.

Dans la plupart des cas la hausse des prix peut constituer le profit, sans être le fait du détaillant. Il la subit, et doit la faire subir à son tour.

Et c'est ici qu'apparaît le danger du projet de loi : il n'atteindrait — sauf de rares exceptions — que le détaillant, le petit commerçant, exposé à de multiples vexations, pour laisser échapper trop celui qui est le vrai artisan de la hausse.

Il pourrait fournir matière à des poursuites engagées sur des apparences et se terminant par des non-lieux après de longues instructions ayant entraîné des frais, jeté le discrédit.

Le délit d'usure ne peut d'ailleurs être considéré comme une contravention, punissable dès la constatation du fait. S'il est particulièrement odieux et grave c'est à raison d'un élément intentionnel, de volonté, de la poursuite du lucre qui sont inséparables de sa réalisation.

L'Exposé des motifs le reconnaît d'ailleurs lorsqu'il invite le juge à rechercher l'élément de « surenchères excessives ou tous autres agissements excessifs qui auraient produit directement ou indirectement la hausse du prix d'une marchandise » sans qu'en tel cas le coupable soit admis à invoquer le prix auquel il l'a achetée pour justifier le prix auquel il la revend.

Votre Commission a pensé que ce qu'il fallait atteindre ce sont ces manœuvres et ces procédés de toutes natures, même exercés sous la forme et les apparences de conventions régulières et de droit strict dès qu'elles ont pour but de rarefier les produits, soit dans leur production, soit dans leur circulation, soit dans leur répartition.

Elle estime que le véritable remède consisterait dans une modification du texte actuel de l'article 311 du Code pénal, qui serait remplacé par la disposition suivante :

« Seront punies d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 300 à 10,000 francs :

« Les personnes qui auront forcé la hausse ou la baisse du prix des denrées ou

marchandises ou des papiers et effets publics, soit par des interdictions ou des conventions ayant pour objet la détermination de prix minima de vente, soit par des restrictions à la production ou à la libre circulation des produits, soit par des moyens frauduleux quelconques. »

La différence entre le texte actuel repressif et celui proposé réside en ce que ce ne serait plus seulement les « moyens frauduleux quelconques » ayant eu un résultat — « avoir opéré la hausse » — qui seraient atteints.

La disposition nouvelle assimilerait aux actes frauduleux — revêtirait du caractère frauduleux — des actes qui considérés en eux-mêmes pourraient n'avoir rien de reprehensible, mais qui ont ce caractère à raison du but poursuivi : elle devra atteindre tous les agissements volontaires qui, ayant pour mobile de procurer un profit illicite à leur auteur, violent le libre et normal exercice du commerce ; vont à l'encontre des pratiques régulières qui se poursuivent en plein jour, qui sont contraires à la morale et faussent le sens moral de la vie.

La simple constatation d'une vente à un prix apparaissant même comme excessif n'entraînera donc pas la condamnation en l'absence de tout élément décelant ce mobile particulier de cupidité.

L'élément de dol spécial est exigé, « forcer la hausse ou la baisse »,vinculer les effets régulateurs de la libre concurrence.

L'élément intentionnel de celui qui pose les actes destinés dans sa pensée à réaliser ce résultat, se révélera par la volonté de se procurer à la faveur de ceux-ci la perception d'un prix artificiel et anormal.

La disposition n'a pas la portée d'interdire les conventions aux termes desquelles des personnes, dans un intérêt professionnel, réglementent la vente d'un produit pour lui conserver son renom ou se défendre contre des concurrents qui voudraient en avilir le marché : Autre chose est une interdiction de vendre en dessous des prix normaux et une coalition pour fausser les prix.

Le terme « forcé » se distingue aussi du terme « opéré », en ce sens qu'il vise la mise en œuvre de moyens susceptibles d'imposer au consommateur des prix usuraires, sans qu'il faille s'attacher au succès ou à l'échec de la manœuvre. Forcer, c'est la manœuvre considérée en action. Opérer, c'est la manœuvre envisagée dans le résultat obtenu.

Il ne faudra pas nécessairement que celui-ci ait été obtenu ; que l'on doive constater que l'agissement a été couronné du triste succès poursuivi. La tentative est suffisamment dangereuse pour qu'il faille la réprimer.

Que l'on ne se fasse point d'illusions : la fraude est particulièrement ingénieuse, là où le gain peut être considérable et incite à couvrir les risques et la découverte des délits de ce genre est des plus malaisées.

Le coupable a trop souvent pour complice et aide inconscient celui qu'il cherche à dépouiller. Il coopère à éluder la loi et dans un intérêt égoïste — se procurer à tous prix à raison des ressources plus considérables dont il dispose — sert les accapareurs et les pilliers de naufrages.

Trop souvent le public qui se plaint de n'être pas protégé, qui se plaint d'être abandonné sans défense, refuse d'user de la protection que la loi lui offre.

La disposition nouvelle requiert pour son application le concours du commerce

honnête, des syndicats, groupements et coopératives de vendeurs qui ne peuvent que souffrir de ces procédés.

L'action de l'État ne peut ni s'attarder ni se perdre dans la poursuite d'une infinité de petites infractions.

Mais là où il doit exercer son action c'est à la source. C'est là, surtout qu'il faut remonter, à la tête qu'il faut frapper, c'est là que doivent être donnés les exemples.

La Commission pense que le texte proposé permet d'atteindre ce résultat.

* * *

Par ailleurs le projet de loi reprend la disposition de la législation antérieure relative à l'affichage des prix.

Cette mesure est d'une utilité que l'on ne peut méconnaître. Les résultats obtenus à la faveur de cette obligation ont été concluants. Depuis sa disparition de nombreux abus sont signalés. L'affichage des prix excite la concurrence et le contrôle du public.

L'usure craint la publicité et le grand jour. La Commission estime donc qu'il convient de remettre en vigueur cette obligation dont l'omission devrait constituer une contravention de la connaissance des juges de paix, par la sanction des peines de police.

La répression pourrait être plus rapide et plus efficace si elle n'obligeait pas de mettre en œuvre l'action plus compliquée des parquets de première instance.

Il est à observer, d'autre part, que des peines de police peuvent être considérées suffisantes si elles ne doivent atteindre que le seul fait du non-affichage.

La Commission a estimé pouvoir attribuer au Gouvernement le soin de régler par arrêté royal les mesures propres à organiser et réglementer l'affichage, à assurer le contrôle des prix dans l'intérêt général.

Mais il a été observé que ces dernières mesures ne pourront être prises que dans la mesure de ce qui est nécessaire. C'est ainsi qu'il ne pourrait en vue de cette réglementation imposer la tenue d'une comptabilité spéciale, la production de livres qu'ils n'étaient point obligés de détenir ou de les astreindre des pratiques de comptabilité commerciale nouvelle.

Ce serait aller au delà de la volonté du législateur et du pouvoir concédé au pouvoir exécutif

* * *

La Commission vous propose en conséquence et à l'unanimité d'adopter le projet de loi amendé en conformité des observations ci-dessus.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

M. HALLET.



6

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 JULI 1923.

Wetsontwerp

op den woekerhandel in eet- en koopwaren van de eerste noodwendigheid (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

De Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het wetsontwerp op den woekerhandel in eet- en koopwaren van de eerste noodwendigheid, heeft aan dit voorwerp vier vergaderingen gewijd.

Het op te lossen vraagpunt kwam haar, van den beginne af, zeer ingewikkeld en kiesch voor.

Te allen tijde heeft het de bezorgdheid van den wetgever gaande gemaakt, en de meest verscheiden middelen werden aangeprezen en beproefd.

Niet zonder reden, herinnert de Memorie van Toelichting aan de reeds tijdens den oorlog toegepaste wetgeving en aan die welke haar verving en van kracht bleef tot 1 Maart 1923.

De wet van 10 Juli 1921 moest bepalen dat geene veroordeeling zou uitgesproken worden bijaldien de betichte het bewijs leverde dat hij in de onmogelijkheid was de maxima-prijzen te eerbiedigen. Men moet zich neerleggen bij de economische vaststelling dat de prijs van een gewone eetwaar niet op een abstracte en objectieve wijze kan worden bepaald. De prijsstelling is onvermijdelijk onderhevig aan eene reeks factoren die oneindig verscheiden en veranderlijk van aard zijn. Er bestaat geen middel waarmee men op eene stellige wijze de juiste maat er van kan aanduiden, en dan moet men vanzelf vaststellen dat elke waardeering van de woekerachtigheid van een prijs meestal er eene zal zijn die slechts op bijzondere gevallen toepasselijk is.

(1) Wetsontwerp, n° 225.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit de heeren Brassine, Bologne, De Bruycker, De Bue, Falony, Golenvaux, Hallet, Meysmans, Van Acker, Verlinden, Wauwermans.

Ook heeft het wetsontwerp de noodzakelijkheid erkend aan de hoven en rechtbanken de zorg over te laten in hoogsten aanleg uit te maken wat woekerprijzen zijn. Deze zullen er toe gebracht worden na te gaan tegen welken prijs de verkooper de grondstof heeft gekocht die hij heeft omgewerk of die hij enkel verder verkoopt, maar het wetsontwerp erkent onmiddellijk dat dit een element is dat buiten spel mag worden gelaten.

Het verstrekt geen leidraad aan den rechter dien de rol van gezwoorene en zelfs van deskundige wordt opgedragen.

Vaak kon het vonnis, in deze omstandigheden niet anders dan op gevoelsgronden steunen.

Men ziet hoe gevaarlijk zulke wetgeving kon worden en hoe aan den willekeur vrij spel kon worden gelaten.

Men moet toegeven met de Memorie van Toelichting dat de prijs-factor op zichzelf geen vermoeden van woeker is.

Om zich daarvan te overtuigen, leze men deze verschillen van indexprijzen, voor een zelfde tijdperk, welke blijken uit deze aflevering van het *Arbeidsblad*.

Aardappelen : Mechelen, 211 ; Auvelais, 356.

Brood : Antwerpen, 357 ; Aarlen, 460.

Santoskoffie : Brugge, 294 ; Auvelais, 387.

Bitterpeeeën in poeder en pakken : Luik 285 ; Brussel, 500.

Rijst : Mechelen, 318 ; Brussel, 377.

Boonen : Brussel, 283 ; Hasselt, 387.

Azijn l' « Étoile » : Luik, 313 ; Namen, 398.

Volle melk : Gent, 465 ; Bergen, 600.

Keukenzout : Auvelais, 325 ; Aarlen, 429.

Inlandsche boerenboter : Aarlen, 515 ; Brussel, 687.

Inlandsche melkerijboter : Aarlen, 531 ; Brussel, 679.

Inlandsche reuzel : Luik, 482 ; Bergen, 603.

Gehakt rundsvleesch : Gent, 275 ; Hasselt, 460.

Platte rib : Brussel, 308 ; Luik, 412.

Amerikaansch spek : Bergen, 217 ; Brugge, 573.

Beuling : Brussel, 217 ; Brugge, 324.

Leverpastei : Oudenarde, 227 ; Bergen, 458.

Rookharing : Hasselt, 250 ; Antwerpen, 500.

Sunlight-zeep : Namen, 551 ; Oudenarde, 451.

Thee : Brussel, 415 ; Brugge, 522.

Macaroni : Brussel, 255 ; Oudenarde, 413.

Sardiniën « Saint-Louis » : Auvelais, 342 ; Antwerpen, 410.

Rooktabak : Gent, 363 ; Brussel, 635.

Viltten bolhoed : Aarlen, 402 ; Hasselt, 550.

Werkpetten : Hasselt, 333 ; Antwerpen, 514.

Werksokken : Gent, 301 ; Brussel, 470.

Klompen : Hasselt, 360 ; Namen, 515.

Deze verschillen zijn slechts te verklaren door omstandigheden in verband met kosten van vervoer, behandeling, plaatselijke crisissen, en daaruit mag

niet worden opgemaakt dat de woeker het evenwicht der prijzen in het gansche land heeft verbroken.

Hoe bezwaarlijk zou het niet zijn voor den rechter in beroep, om, tegenover zulke verschillen, op denzelfden datum, binnen het gebied zijner jurisdictie, een juist oordeel te kunnen hebben, om te beslissen naar de normale prijs ophoudt en de woekerprijs begint...

Waar is, dat niemand de wet van vraag en aanbod kan tegenwerken zoomin als die der « vervangingswaarde ». Deze twee bestanddeelen geven dikwijls den schijn van woeker aan onderhandelingen waaraan dit kenmerk niet kan worden toegeschreven.

Men zou het onmogelijke beproeven, wanneer men een voortbrenger of een handelaar, die talrijke aanbiedingen ontvangt, welke aan werkelijke behoeften beantwoorden, wilde dwingen te verkoopen aan lagere prijzen dan deze welke uit die mededinging voortspruiten. Een prijs, die door de economische omstandigheden normaal is, mag niet beschouwd worden als een woekerprijs.

Hoe kan men, anderzijds, een handelaar beletten den prijs vast te stellen van zijne koopwaar, niet op den grondslag van den prijs dien hij betaald heeft, maar op den prijs die zij waard is, aangekocht in groote hoeveelheid, op het oogenblik dat hij ze verkoopt?

Zijn winst zal misschien aanzienlijk zijn, zoodat zij zelfs woekerwinst zal schijnen vergeleken bij den aankoopprijs; dit is echter maar schijn, wanneer hij zijn stock moet vernieuwen. Die aanzienlijke winst kan gepaard gaan met een verlies dat hem misschien ten onder brengt.

In de meeste gevallen kan de prijsstijging wel het gewin zijn, zonder het werk van den kleinhandelaar te zijn. Hij ondergaat ze, en doet ze op zijne beurt anderen ondergaan.

Hier ligt het gevaar van het wetsontwerp; behalve in uitzonderlijke gevallen treft het alleen den kleinhandelaar, blootgesteld aan allerlei plagerijen, om den wezenlijken aanstichter van de verhooging te laten ontsnappen.

Het zou kunnen aanleiding geven tot rechtsvervolgingen ingesteld op uiterlijken schijn en uitlopende op een verklaring van niet-vervolging, na lange onderzoeken welke tot onkosten hebben geleid en mistrouwen hebben gewekt.

De woeker kan ten andere niet worden beschouwd als eene overtreding, strafbaar van zoodra het feit is vastgesteld. Het weerzinwekkende er van ligt, het inzicht, in de bedorling, in de schraapzucht die er mede gepaard gaan.

De Memorie van Toelichting erkent het ten andere, wanneer zij den rechter aanzet de oorzaak na te vorschen van de buitengewone opdrijvingen of alle andere overdreven handelingen die rechtstreeks of onrechtstreeks de prijsverhooging van een koopwaar zouden veroorzaken, zonder dat, in dergelijk geval, de schuldige steunen kan op den aankoopprijs om den verkoopprijs te rechtvaardigen

Uwe Commissie heeft gemeend dat men vooral moest trachten te treffen de handelingen van allen aard, welke, zelfs onder den vorm en den schijn van

regelmatige overeenkomsten, en naar schijnbare strengheid van rechten, voor doel hebben de producten schaarscher te maken, hetzij in hun voortbrengst, hetzij in hun omzet, hetzij in hunne verdeling.

Zij was van meening dat het eenige redmiddel lag in eene wijziging van den tegenwoordigen tekst van artikel 311 van het Strafwetboek, dat zou moeten luiden :

» Met eene gevangenisstraf van eene maand tot twee jaren en eene geldboete van 500 tot 10,000 frank worden gestraft de personen die den opslag of den afslag der eet- of koopwaren of der handelspapieren en openbare effecten opdringen hetzij door verbodsbedingen of overeenkomsten tot bepaling van minimum-verkoopprijzen, hetzij door beperking van de productie of van den vrijen omzet der producten, hetzij door welke bedrieglijke middelen ook. »

Het verschil tusschen de bestaande en de voorgestelde strafbepaling ligt hierin, dat niet alleen meer zouden getroffen worden de « bedrieglijke middelen » van welken aard ook, die voor gevolg hadden « de stijging te hebben teweeggebracht. »

De nieuwe bepaling zou de bedrieglijke handelingen, op eene lijn stellen met die het kenmerk van bedrog dragen, de handelingen die, op zich zelf beschouwd, misschien niet laakbaar zijn, maar die dit karakter krijgen om reden van het nagestreefde doel; zij moet al de vrijwillige handelwijzen treffen, die voer doel hebbende een ongeoorloofd gewin aan hunne daden te bezorgen, den vrijen en normalen gang van den handel te schenden; tegen de regelmatige gebruiken ingaan, welke in vollen dag geschieden, die strijdig zijn met de moraal en het zedelijk begrip van het leven vervalschen.

De eenvoudige vaststelling van een verkoop tegen een prijs die zelfs overdreven toeschijnt, zal dus geene veroordeeling ten gevolge hebben bij ontstentenis van een bestanddeel dat de bijzondere drijfveer van hebzucht doet blijken.

Het bestanddeel van bijzonder bedrog is vereischt, « de prijsverhooging of -verlaging opdringen », de regelende werking van de vrije concurrentie snuiken.

Het bestanddeel van den opzet bij dengene die de daden pleegt welke, in zijne gedachte, bestemd zijn om dit resultaat te bekomen, zal blijken uit den wil van door deze daden een kunstmatigen en abnormalen prijs te bekomen.

Het voorstel strekt er niet toe de handelsovereenkomsten te verbieden, naar luid waarvan zekere personen, in een professioneel belang, den verkoop van een product regelen om het zijne faam te bewaren of om zich te weren tegen concurrenten die het in prijs zouden willen doen dalen. Een andere zaak is een verbod van te verkoopen beneden normale prijzen en een trust om de prijzen te vervalschen.

De term « opgedrongen » onderscheidt zich van den term « teweeggebracht », in dezen zin : dat hij bedoelt het gebruikmaken van middelen van aard om aan den verbruiker woekerprijzen op te leggen zonder dat het al dan niet slagen der praktijk in aanmerking komt. Opdringen, dat is de praktijk in den bekomen uitslag beschouwd.

Het is niet noodzakelijk dat deze uitslag bekomen zij; dat men moet vaststellen dat de handeling den bedroevenden nagestreefden bijval heeft bekomen. De poging is gevaarlijk genoeg om te moeten beteugeld worden.

Men moet zich daarover geen inbeeldingen maken: het bedrog is bijzonderlijk vernuftig daar, waar het gewin aanzienlijk kan zijn en aanzet om zich voor het risico te dekken en de ontdekking van dergelijke misdrijven is zeer moeilijk.

De plichtige heeft al te dikwijls het slachtoffer, dat hij wil treffen, als medeplichtige en onbewuste helper. Deze helpt mede aan de ontduiking der wet en in het egoïstisch belang — zich tegen welken prijs ook te voorzien niet de grootere inkomsten waarover hij beschikt — steunt hij de woekeraars en de uitbuiters.

Al te dikwijls weigert het publiek, dat zich beklagt niet beschermd te worden en zonder verdediging te blijven, van de beschermingsvoorschriften der wet gebruik te maken.

De nieuwe bepaling vereischt voor hare toepassing de medewerking van den eerlijken handel, van de syndikaten, groepeeringsen en coöperatieven van verkoopers welke door deze praktijken lijden.

De Staat kan zich niet inlaten met noch zijn tijd te besteden aan de vervolging van een overgroot aantal kleine overtredingen.

Maar zijn invloed moet hij doen gevoelen van de bron; daartoe vooral moet men teruggaan en het kwaad in den grond treffen; daar moeten de voorbeelden gegeven worden.

De Commissie meent dat de voorgestelde tekst dezen uitslag mogelijk maakt.

* * *

Elders neemt het wetsontwerp het voorschrift der vroegere wet betreffende het aanplakken der prijzen over.

Deze maatregel heeft een onloochenbaar nut. De uitslagen, door deze verplichting opgeleverd, waren afdoende. Talrijke misbruiken kwamen sedert hare opheffing voor. Het aanplakken der prijzen wekt de mededinging op, alsook het toezicht van het publiek.

De woeker vreest de openbaarheid en het volle daglicht. De Commissie meent dus dat deze verplichting weer moet opgelegd worden; het niet naleven daarvan zou eene overtreding zijn, waarvan de vrederechters kennis nemen en waarop zij politiestrafpen toepassen.

De bestraffing kon sneller en doelmatiger zijn, zoo wij het meer ingewikkeld optreden der parketten in eersten aanleg niet verplichtend stelde.

Op te merken valt daarbij dat politiestrafpen kunnen volstaan, waar het enkel geldt het niet-aanplakken te treffen.

De Commissie meende aan de Regeering de zorg te mogen overlaten bij Koninklijk besluit de gepaste maatregelen te treffen om het aanplakken in te richten en te regelen, om de contrôle over de prijzen in het algemeen belang te verzekeren.

Men heeft echter doen opmerken dat laatst genoemde maatregelen slechts kunnen getroffen worden binnen de mate van wat als woeker kan beschouwd worden. Zoo kunnen zij niet, ter wille van deze regeling, eene bijzondere boekhouding opleggen, of het voorleggen van de boeken die zij niet waren verplicht te houden, noch ze onderwerpen aan de regelen van eene nieuwe handelscomptabiliteit.

De bedoeling van den wetgever en de bevoegdheid aan de uitvoerende macht toegekend zouden daardoor overschreden worden.

* * *

Derhalve stelt de Commissie voor het wetsontwerp aan te nemen, zooals het naar bovenstaande aanmerkingen is gewijzigd.

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

M. HALLET.

